

doc
CA1
EA
93V39
FRE

DOCS

CA1 EA 93V39 FRE

Visite de l'Honorable Monique
Vezina Ministre des relations
exterieures et du developpement
international et Ministre d'Etat
43267484

162546097(F)



Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

APR 19 1994

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

VISITE
DE
L'HONORABLE MONIQUE VÉZINA
MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
ET MINISTRE D'ÉTAT POUR LE TROISIÈME ÂGE
AU BÉNIN
GHANA, NIGER, MALI
ET EN
FRANCE
Mai 1993

43-267-484

Canada

LE VENDREDI 7 MAI 1993

Ottawa

14 h 00 Départ pour Cotonou, Bénin

LE SAMEDI 8 MAI 1993

COTONOU, BÉNIN

05 h 50 Arrivée à Cotonou
Aéroport international de Cotonou
Accueil

Possibilité de photos et point de presse

16 h 00 Visite du Centre régional pour le
Développement et la Santé (CREDESA)

LE DIMANCHE 9 MAI 1993

Matin Entretien avec
Son Excellence M. Théodore Holo
Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération

Entretien avec
Son Excellence M. Robert Tagnon
Ministre du Plan

Entretien avec
Son Excellence M. Paul Doussou
Ministre des Finances

13 h 00 Déjeuner de travail offert par
à M. Nick Hare

15 h 00 Ambassadeur du Canada au Bénin

Note : parmi les convives seront présents certains ministres, le Président de l'Assemblée nationale, des représentants de la Commission des Droits de l'homme et de l'Association des femmes juristes et Monseigneur l'Archevêque de Sousa (médiateur dans l'impasse togolaise).

Possibilité de photos et point de presse

- 16 h 00 Visite du Centre panafricain de
Formation coopérative
Note : assistance technique du Mouvement Desjardins
- 17 h 15 Entretien avec
Son Excellence M. Nicéphore Soglo
Président de la République du Bénin
- Possibilité de photos et point de presse
- 19 h 00 Réception offerte par
M. Nick Hare
Ambassadeur du Canada au Bénin
pour la communauté canadienne, les gens d'affaires
et leurs partenaires béninois
- Note : participants des échanges de
Jeunesse Canada-Monde
- 20 h 30 Dîner offert par le
Gouvernement du Bénin

LE LUNDI 10 MAI 1993

ACCRA, GHANA

- Avant-midi Entretien avec
Son Excellence M. Obed Asamoah
Ministre des Affaires étrangères du Ghana
- Entretien avec
Son Excellence M. Jerry J. Rawlings
Président de la République du Ghana
- Possibilité de photos et point de presse
- Après-midi Entretien avec
Son Excellence Dr. Kwesi Botchwey
Secrétaire aux Finances et à la Planification économique
- Visite du projet
Afrique 2000 (Credit Union)
Note : Accès des femmes au crédit

LE MARDI 11 MAI 1993

- Matin**
- Entretien avec
Son Excellence Dr. Kwesi Botchwey
Secrétaire aux Finances et à la Planification économique
Note : si l'entretien n'a pu avoir lieu la veille
- Visite au port à l'occasion de la
remise de niveleuses «Champion»
Note : projet d'ajustement structurel
- Visite du centre de formation et des
ateliers du projet «Gratis» à Tema
- Après-midi**
- Visite du barrage d'Akosombo
Note : implication de la Canadian General Electric.
- Soirée**
- Réception offerte par
M. Douglass Fogerty
Haut-commissaire du Canada au Ghana
pour la communauté canadienne, les gens d'affaires
et leurs partenaires ghanéens.

LE MERCREDI 12 MAI 1993

- 08 h 00
- Départ pour Niamey
- NIAMEY, NIGER**
- 10 h 30
- Arrivée
- 11 h 30
- Entretien avec
Son Excellence M. Mahamane Ousmane
Président de la République du Niger
- Possibilité de photos et point de presse
- 12 h 30
- Entretien avec
Son Excellence M. Mahamadou Issoufou
Premier ministre du Niger
- 15 h 30
- Départ

MALI

Bamako

- 16 h 10 Arrivée
- 16 h 15 Entretien avec
les ministres maliens à l'accueil
- Possibilité de photos et point de presse
- 18 h 15 Entretien avec
à Son Excellence M. Mohamed Alhousseini Touré
19 h 00 Ministre des Relations extérieures
- 19 h 15 Entretien avec
Son Excellence M. Alpha Oumar Konaré
Président de la République du Mali
- Possibilité de photos et point de presse
- 20 h 30 Dîner «privé» offert par
Son Excellence M. Alpha Oumar Konaré
Président de la République du Mali

LE JEUDI 13 MAI 1993

Kati

- 08 h 30 Visite de l'école Brian Mulroney
Note : étape très importante : symbolise le suivi du Canada au
dernier Sommet de Chailot. Présentation de 400 livres (projet
du Fonds Canada)

Bamako

- 12 h 30 Déjeuner offert par
à M. Denis J. Bélisle
14 h 30 Ambassadeur du Canada au Mali
Note : à l'intention de la Société civile du Mali
- 16 h 45 Entretien avec les membres du
Comité de concertation
de la Coopération canadienne

18 h 00

Réception offerte par
M. J. Denis Bélisle
Ambassadeur du Canada au Mali pour la communauté
canadienne, Ministres du gouvernement, le Corps diplomatique,
représentants des partis politiques, représentants de l'Assemblée
Nationale et principaux
partenaires maliens de l'Ambassade

LE VENDREDI 14 MAI 1993

11 h 00

Rencontre de presse à Bamako

14 h 00

Départ

FRANCE

Nice

20 h 55

Arrivée
Aéroport international Nice Côte d'Azur

Accueil

Cannes

13 h 00

Déjeuner en compagnie de
M. Jean-Louis Roy
Secrétaire général de
l'Agence de Coopération culturelle et technique

Soirée

Entretien avec
Son Excellence M. Jacques Toubon
Ministre de la Culture et de la Francophonie suivi d'une
Réception et de la Cérémonie de lancement du film haïtien

News Release

Minister for
External Relations
and International
Development



Communiqué

Ministre des
Relations extérieures
et du développement
international

N° 108

Le 6 mai 1993

MISSION DE L'HONORABLE MONIQUE VÉZINA EN AFRIQUE DE L'OUEST ET EN FRANCE

La ministre des Relations extérieures et du Développement international, l'honorable Monique Vézina, effectuera une tournée, du 7 au 16 mai 1993, dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest et en France.

La visite de M^{me} Vézina la conduira au Bénin, les 8 et 9 mai, au Ghana, du 10 au 12 mai, au Niger, le 12 mai, au Mali du 12 au 14 mai, puis en France du 14 au 16 mai. Elle s'entretiendra avec les chefs d'État et de gouvernement africains des perspectives de la coopération entre le Canada et leur pays, de même que de l'évolution de la situation politique et économique dans la région. Elle profitera de son passage pour effectuer de nombreuses rencontres ministérielles, rencontrer la communauté canadienne qui oeuvre dans ces pays et visiter des projets appuyés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

«D'une part, cette visite a pour but de réaffirmer les engagements du Canada envers l'Afrique, en plus d'y appuyer la démocratisation et les réformes économiques en cours. D'autre part, cette tournée sera l'occasion de faire le point sur les programmes de coopération bilatérale et régionale du Canada et de se consacrer à la préparation du Sommet de la Francophonie de l'île Maurice, en octobre prochain», a déclaré la Ministre.

Au terme de sa visite en Afrique de l'Ouest, M^{me} Vézina se rendra en France où elle rencontrera le nouveau ministre français de la Culture et de la Francophonie, M. Jacques Toubon, ainsi que le secrétaire général de l'Agence de

coopération culturelle et technique, M. Jean-Louis Roy. Enfin, la Ministre coprésidera, aux côtés de M. Toubon, une soirée consacrée à la Francophonie, dans le cadre du Festival du film de Cannes.

Pochette de presse disponible sur demande.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias sont priés de communiquer avec :

M^{me} Manon Chevalier
Assistante spéciale (communications)
Cabinet de la Ministre
(819) 994-6161

ou avec :

M^{me} Gabrielle Mathieu
Bureau des relations avec les médias
Agence canadienne de développement international (ACDI -
Hull)
(819) 953-6060

ou avec le :

Service des Relations avec les médias
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
(613) 995-1874



CONTENU

Communiqué : Mission de l'honorable Monique Vézina en Afrique de l'ouest et en France

Biographie de l'honorable Monique Vézina

Programme complet

Documents d'information : 1. Afrique de l'ouest - Approche régionale
3. Carte régionale
3. Le Canada au coeur de la francophonie

BÉNIN

Profil du Bénin

Fiche documentaire sur les relations Canada-Bénin

Biographies : Nicéphore D. Soglo
Théodore Holo
Monseigneur de Sousa
Paul Dossou
Robert Tagnon

GHANA

Profil du Ghana

Fiche documentaire sur les relations Canada-Ghana

Biographies : Jerry John Rawlings
Obéd Y. Asamoah
Kwesi Botchwey

.../2

Canada

NIGER

Profil du Niger

Fiche documentaire sur les relations Canada-Niger

Biographies : Mahamane Ousmane
 Mahamadou Issoufou

MALI

Profil du Mali

Fiche documentaire sur les relations Canada-Mali

Biographies : Alpha Oumar Konaré
 Abdoulaye Sékou Sow
 Mohamed Alhousseini Touré

FRANCE

Biographie : Jacques Toubon



L'honorable Monique Vézina, ministre des Relations extérieures et du Développement international et ministre d'État pour le Troisième âge

Née à Rimouski au Québec, Mme Monique Vézina est élue députée de la circonscription de Rimouski-Témiscouata le 4 septembre 1984.

Elle accède alors au Cabinet fédéral en tant que ministre des Relations extérieures et, à ce titre, a également la responsabilité de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). En juin 1986, elle devient ministre des Approvisionnement et Services du Canada.

En août 1987, madame Vézina est nommée ministre d'État aux Transports, et en mars 1988, elle devient ministre d'État à l'Emploi et l'Immigration. En septembre 1988, le Premier ministre du Canada ajoute le portefeuille du Troisième âge à ses responsabilités.

Enfin, le 4 janvier 1993, madame Vézina devient ministre des Relations extérieures et du Développement international, tout en demeurant ministre d'État pour le Troisième âge, responsabilité qui souligne l'importance des aînés dans la société canadienne et leur donne un porte-parole pour les questions qui les touchent de près. Mme Vézina a également la responsabilité générale de la Francophonie et des relations avec l'Agence de coopération culturelle et technique.

Tout au long de sa carrière, Mme Vézina a oeuvré au sein de nombreux organismes sociaux et éducatifs. Elle a été notamment présidente nationale du Mouvement des Dames Hélène de Champlain, membre du conseil d'administration et présidente des Organismes familiaux associés du Québec, membre du Conseil supérieur de l'Éducation du Québec et présidente de la Commission de l'Enseignement secondaire.

La participation de Mme Vézina aux activités des milieux économiques et financiers est tout aussi marquante, notamment au sein du Mouvement coopératif Desjardins, à titre de présidente de la Fédération des Caisses populaires Desjardins du Bas-Saint-Laurent, de membre de l'exécutif de la Confédération des Caisses populaires et d'économies Desjardins du Québec, et de présidente de la Fondation Desjardins.

Mme Vézina a aussi assumé la vice-présidence du conseil d'administration de la Régie de l'assurance-automobile du Québec. Elle a aussi fait partie du conseil d'administration de la Société immobilière du Québec.

En tant que ministre des Approvisionnement et Services Canada, elle fut également responsable de Statistique Canada, de la Monnaie Royale canadienne et en même temps Receveur général du Canada.

Comme ministre d'État aux Transports, madame Vézina a agi à titre de porte-parole pour les dossiers touchant le Québec et les régions francophones du pays, et s'est occupée aussi des questions concernant les personnes handicapées.

Dans sa charge de ministre d'État à l'Emploi et l'Immigration, madame Vézina a été chargée des relations avec le Québec et les provinces de l'Atlantique en matière d'immigration, de nombreux programmes dans le domaine de l'emploi, dont le programme légiféré d'équité en matière d'emploi, ainsi que de l'administration de la loi de l'assurance-chômage. Elle a assumé en même temps les fonctions de ministre d'État pour le Troisième âge au sein du portefeuille de la Santé nationale et du Bien-être social.



AFRIQUE DE L'OUEST

APPROCHE RÉGIONALE

• *BREF HISTORIQUE*

Ce n'est qu'après la vague d'indépendance, au début des années 60, que l'aide publique au développement canadienne a commencé en Afrique. La coopération, d'abord modeste et axée sur l'éducation, s'est élargie graduellement et comprend maintenant les aspects suivants : mise en valeur des ressources humaines, agriculture, infrastructures, pêches, protection des ressources naturelles et environnement et, plus récemment, appui aux programmes d'ajustement structurel ainsi qu'au processus de démocratisation et de renforcement de la société civile.

De quelques millions de dollars au début des années 60, le budget global de coopération avec l'Afrique de l'Ouest s'élève en 1992-1993 à plus de 200 millions de dollars.

Les programmes canadiens dans cette région se sont concentrés dans les pays suivants: le Sénégal, le Mali, le Niger, le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire, la Guinée et le Ghana. Et, dans presque tous les autres pays de la région, le Canada a appuyé des activités de coopération, mais de façon ponctuelle.

• *UNE VISION RÉGIONALE*

La stratégie à long terme de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) formulée dans *Afrique 21 : Une vision de l'Afrique pour le 21^e siècle* recommande d'adopter une approche régionale tout en donnant la priorité à l'instauration de la démocratie et au soutien de l'entrepreneuriat.

Un large consensus se dégage à ce sujet au sein de nombreuses organisations comme l'Organisation de l'unité africaine, le *Africa Leadership Forum* et la Coalition mondiale pour l'Afrique. Selon ces organisations, une plus grande intégration régionale, doublée de coopération, représente un des facteurs clés du développement durable en Afrique.

Les enjeux sont nombreux en Afrique de l'Ouest et la coopération doit s'adapter aux nouvelles réalités. En adoptant une approche plus régionale, la future coopération avec les pays d'Afrique de l'Ouest pourra avec pertinence répondre à ces défis.

• *DES RÉALISATIONS RÉGIONALES*

La dimension régionale de la coopération n'est pas vraiment nouvelle pour l'ACDI. Ce qui est nouveau, c'est la décision d'en faire un des trois piliers de la stratégie canadienne d'aide au développement de l'ACDI en Afrique. Les projets suivants illustrent cette approche:

• *PANAFTTEL*

La coopération canadienne en matière de télécommunications en Afrique de l'Ouest a démarré en 1978 par la construction d'un réseau de faisceaux hertziens de 3 000 kms, reliant Dakar à Cotonou en passant par Bamako, Ouagadougou et Niamey.

Une fois la construction terminée, l'assistance canadienne s'est poursuivie de façon à assurer la formation technique requise pour l'entretien du réseau. De même, des interventions d'appui institutionnel auprès des Offices nationaux de télécommunications (ONT) des cinq pays ont été développées afin de renforcer l'autonomie et la rentabilité financière de ces organisations.

Leurs préoccupations communes, aussi bien techniques qu'institutionnelles, ont incité les pays-membres à se regrouper en un forum informel de coordination. C'est donc en 1985 que fut créé le Comité conjoint de coordination (CCC), lequel a permis d'intensifier la coopération et la concertation entre les pays-membres du réseau. Cette initiative a résulté, entre autres, en des échanges d'expertise et la création de sous-comités techniques pour la coordination de la maintenance du réseau.

• *DROITS DE LA PERSONNE*

Un important programme d'appui au développement de la démocratie et à la promotion des droits humains en Afrique francophone a été lancé récemment. C'est le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI) qui se charge de la mise en application de ce programme de 3 ans évalué à 6 millions de dollars.

Les activités financées favoriseront la promotion de la culture démocratique et la promotion des droits humains. Plusieurs volets sont prévus: la réalisation d'études, l'appui aux initiatives des partenaires du secteur non-gouvernemental africain et le renforcement d'organisations telles que les associations de défense et de promotion des droits humains et l'organisation d'activités de formation et de sensibilisation.

● *CENTRE PANAFRICAIN DE FORMATION COOPÉRATIVE*

Le Centre a été fondé en 1967 dans le but d'assurer une formation adéquate aux intervenants africains oeuvrant dans le secteur des coopératives et du développement rural. Le Centre s'est vu conférer un statut officiel par la Conférence panafricaine coopérative, regroupant 15 États membres de l'Afrique francophone subsaharienne.

Le projet d'appui canadien au Centre panafricain de formation coopérative a débuté en 1985. De 1990 à 1992, l'ACDI a versé près de deux millions de dollars. Entre autres réalisations, le Centre a diplômé 45 étudiants, le contenu du programme d'études en action coopérative (DESCOOP) a été complètement revu et adapté, le centre de documentation est maintenant beaucoup mieux outillé et la gestion administrative et financière est plus efficace.

● *LUTTE CONTRE LE SIDA*

Le Canada est parmi les quatre plus importants donateurs dans la lutte internationale contre le SIDA. Dans plus de 10 pays d'Afrique francophone, le Centre de coopération internationale en santé et développement (CCISD) de l'Université Laval est responsable d'un programme d'action convergente d'appui aux programmes nationaux de lutte contre la maladie du syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA). Dans plus de 10 pays d'Afrique francophone, le programme appuie différents projets d'éducation, d'aide socio-psychologique, de surveillance épidémiologique et de contrôle de maladies transmises sexuellement.

● *PRIMTAF*

Le Programme de renforcement institutionnel en matière technologique en Afrique francophone (PRIMTAF) permet aux pays participants de mieux assumer leurs responsabilités en matière de développement technologique. Les activités du PRIMTAF prennent la forme d'un partenariat avec des organisations ou des organismes existants. Ce programme d'action convergente se déroule dans 13 pays francophones d'Afrique et de l'océan Indien.

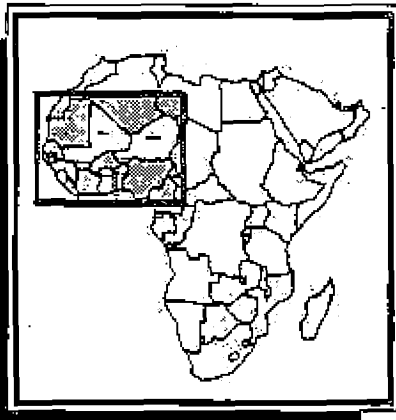
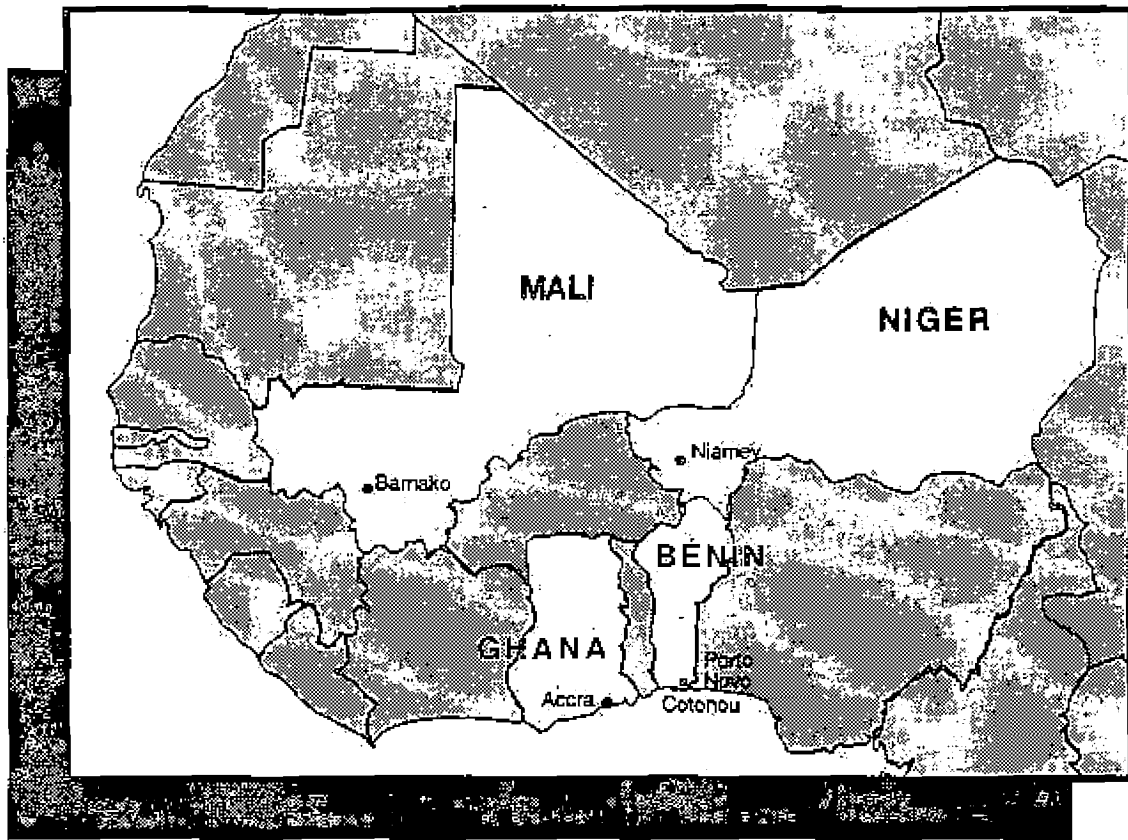
Mai 1993

AFRIQUE DE L'OUEST

WEST AFRICA

Visite officielle de l'honorable
Monique Vézina
Mai 1993

Official Visit of the Honourable
Monique Vézina
May 1993



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

LE CANADA AU COEUR DE LA FRANCOPHONIE

Le gouvernement canadien a rapidement fait de la Francophonie une partie intégrante de sa politique étrangère; c'est là, en fait, le prolongement naturel du fait français au Canada sur la scène internationale. Le gouvernement fédéral, à ce chapitre, s'est montré constamment soucieux d'associer les provinces à majorité ou à minorité substantielle francophone, pour le bénéfice de tous les Canadiens.

DÉFINITION ET HISTOIRE

La Francophonie est la communauté des peuples parlant la langue française ou l'utilisant à des degrés divers. On peut aussi la considérer comme un ensemble institutionnel composé d'organisations et d'associations aussi bien gouvernementales que privées, engagées dans la poursuite du dialogue et de la coopération, et dont le fondement est la langue française comme instrument privilégié de communication.

Réconnaissant l'importance du fait français chez lui, ainsi que sa dimension internationale, le gouvernement canadien s'est associé dès les tout débuts à la Francophonie en participant activement à la création et au développement de ses nombreuses institutions. C'est ainsi que le Canada fut l'un des membres fondateurs, à Niamey (Niger) en 1970, de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et y joue depuis l'origine un rôle influent et efficace. C'est d'ailleurs un Canadien du Québec, M. Jean-Marc Léger, qui fut désigné premier secrétaire général de l'ACCT.

LES INSTITUTIONS

La communauté des pays francophones s'est dotée au fil des années de divers mécanismes et structures d'échanges et de concertation. La présence canadienne, dans tous les cas, y demeure soutenue et active. L'ACCT reste l'élément central de la Francophonie. Ses objectifs sont de promouvoir la coopération mutuelle dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la science et de la technologie, afin de favoriser le rapprochement des peuples grâce à la langue française. Elle entend créer une nouvelle solidarité nord-sud et encourager la formation d'une opinion éclairée sur les diverses cultures francophones. Son secrétaire général actuel est aussi un Canadien du Québec, M. Jean-Louis Roy.

Établies dans les années 1960, deux conférences ministérielles permanentes se penchent sur les dossiers de l'éducation ainsi que de la jeunesse et des sports, dans le but de contribuer au développement socio-économique des pays membres. Des Jeux de la Francophonie, accompagnés de manifestations culturelles importantes, sont maintenant tenus tous les quatre ans, les seconds devant se tenir en France en 1993.

Par ailleurs, bon nombre d'organisations paragouvernementales ou privées à vocation professionnelle ou éducationnelle, et dont le français constitue le ciment, reçoivent l'appui du gouvernement fédéral sous forme de subventions annuelles, de contributions à des rencontres ou de prêt de personnel.

L'ATTRAIT DES SOMMETS

La Francophonie a connu un regain d'énergie avec la convocation régulière, depuis 1986, de réunions des chefs d'état ou de gouvernement des pays membres. Ces sommets sont l'occasion choisie pour un dialogue ouvert sur les questions internationales qui préoccupent les États participants et ils permettent de mobiliser les ressources nécessaires en appui aux secteurs d'activités retenus comme prioritaires.

Le Premier ministre s'est d'ailleurs distingué au quatrième et plus récent sommet, celui de Chaillot à l'automne 1991, quand il a proposé la création d'une unité des droits de la personne et insisté sur le bien-fondé de lier l'aide internationale au respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux.

LA PARTICIPATION PROVINCIALE

Conscient des réalités canadiennes, le gouvernement canadien s'est efforcé de trouver des solutions originales pour s'assurer que les provinces puissent participer concrètement aux activités de la Francophonie. C'est ainsi que le statut de gouvernement participant a été octroyé au Québec et au Nouveau-Brunswick, ce qui permet une contribution active et personnalisée des trois gouvernements au sein de l'Agence. L'Ontario et le Manitoba, de leur côté, associent leur action au sein de la délégation nationale.

Cette participation provinciale peut même, à l'occasion, comme dans le cas des conférences ministérielles en éducation ou sur la jeunesse et les sports, se manifester par la désignation d'un ministre provincial comme chef de la délégation canadienne et qui s'exprime au nom du Canada. Cet esprit d'ouverture a également permis d'en arriver à un arrangement satisfaisant, rendant possible la présence du Québec aux sommets, en prévoyant une participation pleine et entière du Québec au volet coopération alors que le Canada détient la primauté des rôles pour le volet politique et économique, le Québec y ayant un statut «d'observateur intéressé».

.../3

LE CANADA, ANCRE DANS LA FRANCOPHONIE

Cette participation canadienne à la Francophonie multilatérale témoigne donc de la volonté du Canada d'afficher clairement le visage qui est le sien sur la scène internationale. Cet effort de rapprochement de la communauté francophone n'est pas, du reste, le seul fait du gouvernement central : c'est une question d'intérêt pour tous les Canadiens. Plus d'un y participent activement et tous en tirent profit.

BÉNIN

PROFIL

<i>Indépendance :</i>	<i>1^{er} août 1960 (France)</i>
<i>Capitale :</i>	<i>Porto Novo</i>
<i>Chef de l'État et du gouvernement :</i>	<i>Nicéphore SOGLO, élu président en mars 1991</i>
<i>Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération :</i>	<i>Théodore HOLO</i>
<i>Topographie :</i>	<i>Long corridor, 135 km de côte sur l'Atlantique. Plaines basses au sud, plateaux fertiles au nord.</i>
<i>Climat :</i>	<i>Tropical</i>
<i>Principales cultures :</i>	<i>Coton, maïs, manioc, sorgho</i>
<i>Principales ressources :</i>	<i>Agricoles, gisements pétroliers au large</i>
<i>Langues :</i>	<i>Français (langue officielle); fon, yorouba et adja au sud; bariba au nord</i>
<i>Groupes ethniques :</i>	<i>Fon 26%, Yorouba 14%, Adja, Bariba, Somba, Dendi, Tem, Ayizo</i>
<i>Religions :</i>	<i>Animistes (60%), chrétiens (20%), musulmans (20%)</i>
<i>Unité monétaire :</i>	<i>Franc CFA = 0,02FF</i>

DONNÉES COMPARATIVES

	BÉNIN	CANADA
<i>Superficie</i>	<i>112 622 km²</i>	<i>9 976 000 km²</i>
<i>Population (1990)</i>	<i>4,74 millions</i>	<i>27,52 millions</i>
<i>Prévision pour l'an 2000</i>	<i>6,5 millions</i>	<i>29 millions</i>
<i>Densité de population</i>	<i>41,1 hab/km²</i>	<i>2,6 hab/km²</i>
<i>Urbánisation (1990)</i>	<i>37,7%</i>	<i>77,1%</i>

DONNÉES COMPARATIVES	BÉNIN	CANADA
<i>Taux annuel moyen d'accroissement de la population</i>	3,0%	0,6%
<i>Espérance de vie à la naissance (1990)</i>	50,5	77,4
<i>Mortalité infantile (1990, pour 1000)</i>	112,9	6,6
<i>PNB/hab (1990)</i>	340 \$ US	20 370 \$ US
<i>Croissance moyenne du PNB (1991- BAD)</i>	4,7%	0,9% (1992)
<i>Taux d'inflation (1991)</i>	3,5%	1,5% (1992)

COMMERCE EXTÉRIEUR

<i>Principales exportations:</i>	<i>Huile de palme, noix de cajou, produits de la mer</i>
<i>Principales importations:</i>	<i>Pétrole, matériaux de constructions, biens de consommation</i>
<i>Principaux partenaires commerciaux:</i>	<i>France, CEE, Nigéria, États-Unis, Chine, Japon</i>

COMMERCE AVEC LE CANADA (millions \$)

<i>Exportations canadiennes:</i>	4,2 (1991), 1,5 (1992)
<i>Importations canadiennes:</i>	négligeables dans les deux années
<i>Aide canadienne totale: (nationale & multilatérale)</i>	10,59 (1991-92)

Mai 1993



RELATIONS CANADA-BÉNIN

Nos relations bilatérales avec le Bénin sont axées principalement sur la coopération et l'appui au développement démocratique. Le Président Soglo a rencontré le ministre Landry lors de visites au Canada en mai 1987 et en novembre 1990. Les relations commerciales sont limitées et demeurent en faveur du Canada. L'administration Soglo s'est déclarée réceptive à de nouveaux partenariats et les indicateurs du développement suggèrent que le Bénin est sur la bonne voie.

Au fil des ans, le Bénin a bénéficié des avantages d'un modeste Fonds canadien d'initiatives locales et d'une série de projets traditionnels. Le Canada a appuyé des projets dans les secteurs de l'éducation, la santé et la nutrition. De plus, des ingénieurs-consultants canadiens ont contribué à des projets d'irrigation, d'énergie, de transport routier et de communication. Le Bénin est aussi le foyer de quelques projets d'envergure régionale tels le projet PANAFTEL et le Centre panafricain de formation coopérative.

Programme canadien de coopération avec le Bénin

Le Canada a pris la décision de mettre sur pied un programme d'aide publique au développement du Bénin peu après la tenue du Sommet de la Francophonie (Sommet de Chaillot), à l'automne 1991. Cette décision découlait essentiellement de l'évolution du Bénin vers l'instauration d'un régime politique démocratique.

Deux missions de planification ont permis à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) de constater que l'encouragement à l'esprit d'entreprise représentait une des interventions les plus bénéfiques pour le pays. Dans cette optique, on peut mentionner, parmi les projets en cours de planification, l'appui aux femmes entrepreneurs, une initiative du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

Dans ce contexte, un des premiers projets d'aide bilatérale approuvé est mis en oeuvre par la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI): il vise à favoriser le développement d'un réseau coopératif compétitif dans le secteur de la fabrication de matériel agricole au Bénin. Ce projet est doté de crédits de 3,8 millions de dollars sur quatre ans.

Dans le domaine de la santé, l'ACDI contribuera à l'amélioration de l'accessibilité aux services de santé essentiels des populations de la circonscription urbaine de Ouidah. Le Centre de coopération internationale en santé et développement (CCISD) de l'Université Laval est l'agence d'exécution retenue pour ce projet évalué à 3,5 millions de dollars. Par ce projet pilote, l'Université Laval appuiera le Centre régional pour le développement et la santé (CREDESA) à développer ses expertises régionale et internationale en matière de soins de santé primaires et de formation.

En outre, l'ACDI a consacré environ 700 000 \$, en 1992-1993, au Centre panafricain de formation coopérative, qui accueille des cadres supérieurs des mouvements coopératifs de tous les pays de l'Afrique francophone. Le siège de ce Centre est situé au Bénin, à Cotonou.

Mai 1993

BÉNIN

S. E. Nicéphore D. Soglo

Président de la République

Né le 29 novembre 1934, à Lomé (Togo).

Nationalité béninoise.

Eduqué en France : diplômés en administration, en droit privé et en droit public.

Il a fait carrière au sein d'institutions financières béninoises et a occupé le poste de ministre des finances du Bénin, sous le président Kérékou. Sur le plan international, il a été Gouverneur au Fonds monétaire international avant de siéger à la Banque mondiale à titre d'Administrateur représentant 24 états africains. Ces antécédents l'exposent à l'éventail des délibérations monétaires et financières interafricaines.

La Conférence nationale souveraine du Bénin de février 1990, qui signalait le début de la transition vers une démocratie multipartite et une économie de marché, l'a choisi comme Premier ministre et lui a confié le mandat de former un gouvernement de transition. Par la suite, il était élu Président, lors des élections démocratiques de mars 1991.

Dès son entrée en fonction, il déclarait que ses objectifs comprenaient la construction d'un État démocratique dans lequel les droits de la personne primeraient, le lancement d'un programme de redressement économique national, l'application d'un programme d'ajustement structurel et le développement d'un système d'éducation renforcé pour revaloriser la jeunesse du pays.

En 1992, il est devenu président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

BÉNIN

Théodore Holo

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération

Né le 15 avril 1948, à Porto Novo (Bénin).

M. Holo est avocat de formation et professeur d'université par vocation. Il détient un doctorat d'état en droit (Paris) et il est l'auteur d'un grand nombre d'études juridiques, politiques et administratives. Durant la période de transition, il a été secrétaire général adjoint du Haut Conseil de la République et membre de la commission constitutionnelle. Il est ministre depuis mars 1990.

BÉNIN

†

Monseigneur De Sousa

L'Archevêque de Cotonou

Important personnage ecclésiastique et politique, Mgr De Sousa a joué un rôle décisif lors de la transition entre les gouvernements Kérékou et Soglo. Il a présidé la Conférence nationale souveraine et demeure Président du Haut Conseil de la République.

BÉNIN

Paul Dossou

Ministre des Finances

Né le 26 janvier 1943, à Djougou (Bénin).

Diplômé en sciences économiques, M. Dossou a fait carrière dans les administrations financières tant béninoises qu'internationales. Il est devenu ministre des Finances à compter de juillet 1991, après avoir détenu le titre de ministre du Plan.

BÉNIN

Robert Tagnon

Ministre du Plan

Ingenieur informaticien de formation, M. Tagnon est un ardent défenseur du nouveau gouvernement, ayant été fortement marqué par les 10 ans passés en prison sous le régime Kérékou.

GHANA

PROFIL

<i>Nom officiel :</i>	<i>République du Ghana</i>
<i>Indépendance :</i>	<i>6 mars 1957</i>
<i>Capitale :</i>	<i>Accra (pop. 1,5 million)</i>
<i>Superficie :</i>	<i>238 537 km² (2/3 de Terre-Neuve et du Labrador)</i>
<i>Population :</i>	<i>15,4 millions (1991), croissance de 3,2 %</i>
<i>Dirigeants :</i>	<i>Président, Jerry J. Rawlings Vice-président, Kow N. Arkaah Ministre des Affaires étrangères, Obed Asamoah Ministre des Finances, Kwesi Botchwey</i>
<i>Régime politique :</i>	<i>République ayant succédé à un régime militaire Constitution adoptée par référendum le 28 avril 1992 Élections présidentielles le 3 novembre 1992 et législatives le 29 décembre 1992</i>
<i>Langues :</i>	<i>Anglais (officielle), ashanti, fante, éwé, nvi</i>
<i>Groupes ethniques :</i>	<i>Ashanti (44 %), Mole-Dagbani (16 %), Éwé (13 %)</i>
<i>Religions :</i>	<i>Tribales (45 %), chrétiennes (43 %), islam (12 %)</i>
<i>Monnaie :</i>	<i>Cedi (1 \$ CAN = environ 400 cedis en janvier 1993)</i>

DONNÉES	GHANA	CANADA
<i>Superficie :</i>	238 537 km ²	9 976 000 km ²
<i>Population (1990)</i>	15.4 millions	27.5 millions
<i>Prévision pour l'an 2000</i>	19 millions	29 millions
<i>Densité de population</i>	64.5 hab/km ²	2.6 hab/km ²
<i>Urbanisation . (1990)</i>	43%	77.1%
<i>Taux annuel moyen d'accroissement de la population</i>	3.2%	0.6%
<i>Espérance de vie à la naissance</i>	54 ans	77.4 ans
<i>Mortalité infantile (1990, pour 1 000)</i>	97	6.6
<i>PNB/hab. (1990)</i>	400 \$US	20 370 \$US
<i>Croissance annuelle moyenne du PNB (1990)</i>	5.3%	0.9% (1992)
<i>Taux annuel moyen d'inflation (1991)</i>	10%	4.2% (1992)
<i>Économie :</i>	<i>PIB = 6,5 milliards \$ US, croissance de 5 % (1991)</i>	
<i>Ressources :</i>	<i>PIB par habitant = 420 \$ US (1991)</i>	
<i>Exportations :</i>	<i>Or, bois d'oeuvre, bauxite, diamants</i>	
<i>Importations :</i>	<i>Cacao, bauxite, bois d'oeuvre, or</i>	
<i>Dette extérieure :</i>	<i>Pétrole, denrées alimentaires, machines, biens de consommation</i>	
	<i>3,5 milliards \$ US (1990)</i>	

Donateurs : AID, Royaume-Uni, Japon, BAD, Canada, France

Aide du Canada : 68,28 millions \$ CAN (1991-1992)

Échanges bilatéraux : Exportations vers le Canada : 38,1 millions \$ Can.
Importations en provenance du Canada : 8,1 millions \$
CAN (1992)

Mai 1993



RELATIONS CANADA-GHANA

Les relations du Canada avec le Ghana se fondent sur trois décennies de contacts personnels et officiels dans notre programme de coopération et au sein d'organisations internationales. Le Canada avait envoyé des observateurs au référendum constitutionnel, après un court préavis, et il avait fourni une assistance considérable et envoyé des observateurs chevronnés lors des élections présidentielles. Les visites à haut niveau les plus récentes furent celles de l'honorable Walter McLean, député, en février 1993 et en janvier 1992, et celle de la ministre Landry en septembre 1989. M. Douglass Fogerty a dirigé notre Haut-Commissariat à Accra depuis 1990 et M. Annan Cato, celui du Ghana à Ottawa depuis mai dernier.

Le commerce bilatéral modeste favorise le Canada, qui importait 5 millions de dollars surtout en cacao et en aluminium en 1992, et qui exportait quelques 26 millions de dollars de blé (notre quatrième marché en Afrique), de camions et d'autres produits. La société Canadian General Electric a remporté récemment un contrat de 36 millions de dollars financé par l'Europe, pour le réaménagement de six générateurs hydro-électriques au barrage Akosombo, sur la rivière Volta. L'investissement canadien dans le secteur dynamique d'extraction de l'or est en voie d'augmentation, car on anticipe que l'or devancera bientôt le cacao comme principale exportation de matières premières.

Programme canadien d'aide au Ghana

Amorcé en 1958, le programme de coopération du Canada avec le Ghana a été le premier programme d'aide publique mis en oeuvre par notre pays en Afrique. De 1958 à 1992, le Canada a versé environ 840 millions de dollars au Ghana, dont un peu plus de la moitié en aide bilatérale. Pour l'exercice financier 1992-1993, les crédits bilatéraux affectés au Ghana se sont élevés à 31,6 millions de dollars.

.../2

Canada

Principaux objectifs

Le soutien au programme d'ajustement structurel du Ghana constitue la plus importante composante, du point de vue des décaissements, du programme canadien d'aide. Cette politique d'appui a permis au gouvernement du Ghana d'assainir les finances publiques du pays tout en remettant en état les infrastructures industrielles et en offrant des services sociaux à la population.

Le deuxième grand volet du programme est axé sur le soulagement de la pauvreté, ce qui se fait par des projets dans de multiples secteurs : aide alimentaire, accès à l'eau potable (avec participation communautaire), intégration des femmes dans le développement (notamment par l'accès au crédit - ce projet est géré par la *Canadian Co-operative Association*) et appui au Service régional des technologies appropriées du Ghana, pour n'en citer que quelques-uns.

Mai 1993

GHANA

Son Excellence le capitaine d'aviation (à la retraite) Jerry John Rawlings

Président de la République du Ghana

Le président Rawlings naît le 22 juin 1947, d'une mère ghanéenne et d'un père écossais, à Dzelukope (région du Volta). M. Rawlings fréquente la prestigieuse école Achimora, de laquelle il obtient un diplôme en 1966. Il s'engage dans les forces armées du Ghana, comme cadet d'aviation, en 1967; il gravit les échelons, passant de sous-lieutenant d'aviation (1969) à capitaine d'aviation (1978).

En 1979, M. Rawlings et plusieurs jeunes officiers sont arrêtés lors d'une tentative de coup d'État. Libérés par la force, ils réussissent, grâce à l'appui de la population, à renverser le gouvernement militaire de l'époque. Dans la foulée des élections tenues quelques mois plus tard, l'Armée Forces Revolutionary Council (AFRC), dirigé par M. Rawlings, remet les rênes du pouvoir au nouveau gouvernement civil du président Hilla Limann. Toutefois, le 31 décembre 1981, Jerry Rawlings et bon nombre de ses anciens collègues de l'AFRC orchestrent un nouveau coup d'État, invoquant la corruption généralisée et l'inefficacité du gouvernement Limann.

Le Provisional National Defence Council (PNDC) de Jerry Rawlings demeure au pouvoir jusqu'au 7 janvier 1993, battant ainsi tous les records de longévité pour un gouvernement ghanéen. Durant ses premières années au pouvoir, le PNDC a constitué des organisations révolutionnaires qui cherchaient à protéger les droits des travailleurs et à éliminer la corruption. En 1983, l'économie du pays étant en difficulté, le gouvernement Rawlings a accepté de mettre en oeuvre un programme global d'ajustement structurel, avec l'appui du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et d'autres donateurs. Le programme d'ajustement structurel a réussi à corriger de nombreuses distorsions de l'économie ghanéenne et à assurer une solide croissance économique pour le pays. La relance de l'économie du Ghana a permis à M. Rawlings de remporter une victoire écrasante aux élections présidentielles du 3 novembre 1992, au cours desquelles il a obtenu 58 p. 100 des votes contre 30 p. 100 pour son adversaire le plus proche.

GHANA

L'honorable Obed Y. Asamoah

Ministre des Affaires étrangères du Ghana

M. Asamoah naît le 6 février 1936 à Likpe Bala, dans la région du Volta. Il fréquente l'école Achimota, à Accra, et la Woolwich Polytechnic, à Londres. Il obtient un diplôme en droit du Kings Collège (Londres) et une maîtrise en droit de l'Université Columbia (New York) en 1965. Il exerce le droit et enseigne à l'Université de Legon jusqu'en 1969, lors de son élection au Parlement. Il est ensuite président du conseil de la Ghana Film Industries et de la Ghana Bauxite Co.

Dès l'accession au pouvoir du Provisional National Defence Council (PNDC) de M. J. Rawlings, M. Asamoah est nommé secrétaire aux Affaires étrangères (janvier 1982); il occupe ce poste durant les onze années au pouvoir du PNDC. Lors de l'inauguration de la Quatrième République, en janvier 1993, M. Asamoah est nommé ministre des Affaires étrangères par le président Rawlings. Il compte parmi les quelques ministres qui ne sont pas députés au Parlement.

M. Asamoah est l'un des ministres aux plus longs états de service du gouvernement Rawlings.

GHANA

L'honorable Kwesi Botchwey

Ministre des Finances et de la Planification économique

M. Kwesi Botchwey naît le 13 septembre 1942; il est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université de Legon. Il obtient une maîtrise en droit à l'Université Yale, en 1968, et un doctorat en droit de l'Université du Michigan, en 1972. Après avoir enseigné le droit à l'Université de Zambie (1970-1972) et à l'Université de Dar-es-Salaam (1972-1974), il retourne enseigner à Legon, de 1974 à 1982.

Lorsque le Provisional National Defence Council (PNDC) de M. J. Rawlings prend le pouvoir, en 1982, M. Botchwey est nommé ministre des Finances et de la Planification économique, poste qu'il occupe durant les onze années au pouvoir du PNDC. Lors de l'inauguration de la Quatrième République, en janvier 1993, le président Rawlings renouvelle sa nomination. Il compte parmi les quelques ministres qui ne sont pas députés.

En 1983, il a négocié, avec M. Joe Abbey (actuellement l'ambassadeur du Ghana aux Nations Unies), un programme d'ajustement structurel avec le Fond monétaire international (FMI) et d'autres donateurs. Depuis, il n'a ménagé aucun effort pour assurer la réussite du programme.

NIGER

PROFIL

<i>Indépendance :</i>	<i>3 août 1960 (France)</i>
<i>Capitale :</i>	<i>Niamey</i>
<i>Chef de l'État :</i>	<i>M. Mahamane OUSMANE</i>
<i>Premier ministre :</i>	<i>M. Mahamadou ISSOUFOU</i>
<i>Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération :</i>	<i>M. Abdramane HAMA</i>
<i>Topographie :</i>	<i>Pays enclavé, désertique au nord; un vaste plateau sépare deux cuvettes : le bassin du Niger et le bassin du lac Tchad; massifs volcaniques</i>
<i>Climat :</i>	<i>Chaud et sec dans l'ensemble, plus humide en zone méridionale.</i>
<i>Principales cultures :</i>	<i>Vivrières (mil, sorgho, riz) et d'exportation (coton, oléagineux, tabac)</i>
<i>Principales ressources :</i>	<i>Mines (cassitérite, uranium, fer), potentiel touristique</i>
<i>Langues :</i>	<i>Français (langue officielle), haoussa, djerma</i>
<i>Groupes ethniques :</i>	<i>Haoussa, Djerma, Songhai, Touaregs, Peuls, Toubons</i>
<i>Religions :</i>	<i>Islam à 85%, animistes, chrétiens</i>
<i>Unité monétaire :</i>	<i>Le franc CFA = 0,02FF</i>

DONNÉES COMPARATIVES

NIGER

CANADA

<i>Superficie :</i>	1 267 000 km ²	9 976 000 km ²
<i>Population (1990) :</i>	7,73 millions (45% moins de 15 ans)	27,52 millions
<i>Projection pour l'an 2 000</i>	10,8 millions	29 millions
<i>Densité de population</i>	4,8 hab./km ²	2,6 hab./km ²
<i>Urbanisation (1990)</i>	16,2%	77,1%
<i>Taux annuel moyen d'accroissement de la population (1985 - 1990)</i>	3,3%	0,6%
<i>Espérance de vie à la naissance (1990)</i>	47	77,4
<i>Mortalité infantile (1990, pour 1000)</i>	124	6,6
<i>PNB/hab. (1990)</i>	280 \$ U.S.	20 370 \$ U.S.
<i>Croissance annuelle moyenne du PNB (1991 - BAD)</i>	-2,3%	0,9% (1992)
<i>Taux annuel moyen d'inflation (1991 - BAD)</i>	2,1%	1,5% (1992)
<i>Dette publique extérieure en pourcentage du PNB (1989)</i>	84,9%	32,75%
<i>Service de la dette en pourcentage des recettes d'exportation (1990)</i>	34,7%	21,6%

COMMERCE EXTÉRIEUR

<i>Principales exportations:</i>	<i>Minerai d'uranium, animaux vivants, peaux & cuirs</i>
<i>Principales importations:</i>	<i>Produits pétroliers, véhicules de transport routier, produits alimentaires, appareils mécaniques et électriques</i>
<i>Principaux partenaires commerciaux:</i>	<i>France, Nigéria, RFA, Italie, Côte d'Ivoire et autres pays de la CEE</i>

COMMERCE AVEC LE CANADA*(millions \$)*

<i>Exportations canadiennes :</i>	<i>1,7 (1991), 1,0 (1992) équipements industriels et céréales</i>
<i>Importations canadiennes :</i>	<i>7,3 (1991), 9,1 (1992) minerais et équipements à réparer</i>
<i>Aide canadienne totale :</i>	<i>23,54 (1991-92)</i>

Mai 1993.



RELATIONS CANADA-NIGER

Nos relations bilatérales avec le Niger sont très cordiales et reposent essentiellement sur l'un des plus anciens programmes de coopération dans la région. De 1989 à 1992, le Niger a bénéficié, dans la foulée de la décentralisation de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), d'un important programme bilatéral. Par ailleurs, le Niger envoie annuellement à Québec un très fort contingent de hauts fonctionnaires en stage à l'École nationale d'administration publique (ENAP).

Le Niger est partenaire du Canada au sein de la Francophonie depuis ses débuts. Le premier ministre Mulroney a rencontré le premier ministre Cheiffou, alors nouveau, au Sommet de Chaillot en novembre 1991. Le Canada est représenté par l'ambassadeur Denis Bélisle à Abidjan et le directeur Carol Voyer à Niamey, tandis que l'ambassadeur Abdou Aboubacar assure la présence nigérienne à Ottawa.

Les échanges commerciaux sont nettement favorables au Niger : le Canada a importé en 1991 pour 11,3 millions de dollars et a exporté pour 1,8 million de dollars seulement.

Programme canadien d'aide au Niger

Ces dernières années, le programme canadien d'aide publique au développement du Niger a eu pour objectif primordial de soutenir le développement durable de ce pays, au moyen d'interventions dans les domaines de l'équilibre macroéconomique, de la formation des ressources humaines, du développement rural et du renforcement des infrastructures.

À la suite de l'énoncé économique du 2 décembre 1992 et des compressions budgétaires qui en ont découlé, le Canada a décidé de concentrer ses efforts de coopération dans trois régions de l'Afrique, dont l'Afrique de l'Ouest. Cependant, des efforts de rationalisation du programme de l'ACDI dans cette région ont obligé le Canada à diminuer ses interventions au Niger. Les interventions régionales et les projets bilatéraux, dont le Niger pourra bénéficier, devront traduire les orientations du Cadre stratégique de l'Afrique de l'Ouest, présentement en voie d'élaboration.

Pour l'exercice financier 1992-1993, les crédits affectés par le Canada au Niger sont évalués à 10,7 millions de dollars.

Mai 1993

Canada

NIGER

Mahamane Ousmane

Président

Le Président du CSD-Rahama, Monsieur Mahamane Ousmane, est né le 20 janvier 1950 à Zinder.

Monsieur Mahamane Ousmane représente l'une des figures de la jeune génération d'hommes politiques nigériens. Il a connu une carrière politique fulgurante. Président du bureau national provisoire du CDS à sa création en janvier 1991, il a été confirmé à ce poste lors du congrès du parti en février 1992 avant d'être investi candidat aux présidentielles à une large majorité.

Études secondaires et supérieures

- *Baccalauréat série C, mathématique-physique (Niamey 1969)*
- *Maîtrise, mathématique appliquée, statistiques et informations, Nantes, France 1974)*
- *Diplômé d'études approfondies d'économie monétaire et financière (Paris 9 France 1978)*
- *Diplôme d'ingénieur staticien-économiste (Paris, France 1978)*

Formation professionnelle

- *Management des administrations et entreprises publiques (ENAP Québec, Canada 1987)*
- *Centre de perfectionnement HEC (Montréal, Canada 1987)*
- *Stages professionnels dans des entreprises industrielles, des sociétés, des services, des organismes bancaires et financiers nationaux et étrangers*

Expérience

- *Adjoint au Directeur de la Statistique et des comptes nationaux, Ministère du Plan, Niamey (1978-1980)*
- *Directeur de l'Informatique, Ministère du Plan, Niamey (1980-1984)*
- *Directeur de la statistique et de l'informatique, Ministère du Plan (1984-1986)*
- *Directeur du Bureau d'organisation et de méthodes avec rang et prérogatives du Conseiller du Premier Ministre: Cabinet du Premier Ministre, Niamey, depuis janvier 1986*
- *Administrateur à l'Institut africain d'informatique de Libreville, Gabon, 1980-1986*
- *Administrateur du Crédit du Niger (1985-1987 Crédit du Niger, Banque de Crédit Immobilier)*
- *Président du Conseil d'Administration de la STIN, Société des Télécommunications internationales du Niger, depuis le 22 juin 1988*
- *Président ou membre de nombreux comités nationaux et internationaux;*
- *Travaux d'expertise et de consultation en économie et gestion auprès de nombreux organismes nationaux et internationaux (entreprises, administrations publiques nigériennes, PADIS, CEA, CEAO, CDEAO, etc.);*
- *Enseignement à titre de Chargé de cours de 1980 à 1988 à l'Université de Niamey et certaines écoles professionnelles telles que l'ENSP SUP, L'ENA SUP, le CFR Plan, PFPCG, etc.*
- *Langues étrangères: français, anglais, espagnol, arabe.*

NIGER

Mahamadou Issoufou

Premier ministre

Né en 1952 à Dandodji (Illéla), M. Sem Mahamadou Issoufou est le leader du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-Tarayya). Il a été le candidat de cette formation politique aux premières élections présidentielles libres et démocratiques, qui se sont déroulées le 27 février dernier.

Ex-directeur technique de la société minière, de l'Air (Somatr), M. Issoufou est diplômé de l'École supérieure des mines de Saint-Étienne, en France.

M. Issoufou était un des fervents animateurs d'un groupe clandestin, au plus fort du régime d'exception sous le règne du général Seyni Kourouché. Les nombreuses interventions de Mahamadou Issoufou au cours de la conférence nationale du Niger (29 juillet-3 novembre 1991) l'ont révélé au grand public. Le nouveau Premier ministre se veut un rassembleur de tous les Nigériens sans distinction d'ethnie, de race, de classe, d'âge et de sexe.

Le credo politique de son parti se rapporte à la consolidation de l'unité nationale, à la restauration de la paix et de l'autorité de l'État et au redressement économique et financier. M. Issoufou estime que la consolidation de l'unité nationale est le préalable de tout développement durable.

Et pour résorber le déséquilibre macroéconomique, M. Issoufou préconise des négociations avec les institutions de Bretton Woods (Banque mondiale et Fonds monétaire international) dans le cadre d'un programme d'ajustement de croissance (PAC).

Dans le secteur de l'éducation, M. Issoufou pense qu'une véritable réforme de l'éducation de base et l'intensification de l'enseignement scientifique et technique constituent, entre autres, les remèdes contre les maux dont souffre l'école nigérienne.



RELATIONS CANADA-MALI

Les relations entre nos deux pays sont essentiellement basées sur le programme de coopération qui fait du Canada un des principaux partenaires du Mali. Notre programme de coopération avec ce pays a comme objectif l'atteinte d'un équilibre socio-écologique.

Au plan politique, nos relations avec le Mali sont cordiales. Le Mali est membre de l'Agence de coopération culturelle et technique et un partenaire au sein de la Francophonie. La ministre Monique Landry a séjourné au Mali en 1988, dans le cadre des consultations bilatérales. De son côté, le président Konaré a effectué en octobre 1992 une visite de travail remarquable au Canada.

Les échanges commerciaux canado-maliens sont toutefois de faible importance. Les exportations canadiennes sont reliées au programme de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et aux contrats que quelques sociétés canadiennes réussissent à obtenir dans le cadre de projets d'aide à financement multilatéral. L'État malien est représenté au Canada par l'ambassadeur Souleymane Sidibé depuis février 1993. L'ambassadeur du Canada accrédité au Mali, avec résidence à Abidjan, est M. J. Denis Bélisle.

En 1992, Élections Canada a participé très activement à la préparation d'élections démocratiques et M^{me} Suzanne Duplessis, députée de Louis-Hébert et secrétaire parlementaire de la ministre Landry, a présidé la délégation qui a assisté à l'assermentation du président Konaré.

Programme canadien d'aide au Mali

Le Mali et le Canada ont célébré l'an dernier (1992) le 20^e anniversaire de leur coopération pour le développement. Ces dernières années, l'action concertée a été axée sur les objectifs suivants : stabilisation du couvert végétal, équilibre alimentaire et mise en valeur des ressources énergétiques. Ces diverses interventions reposaient sur l'importance de la formation des ressources humaines, vecteur stratégique de l'ensemble du programme de coopération.

.../2

Le Canada appuie également le programme d'ajustement structurel du Mali, afin d'aider ce pays à corriger ses déséquilibres macroéconomiques et dans le but de soutenir les réformes engagées dans les entreprises du secteur public (par exemple : appui à la Régie des chemins de fer du Mali, restructuration du marché céréalier). L'ACDI contribue à la relance économique de ce pays en appuyant le secteur privé (PME).

Le rétablissement de la démocratie au Mali va dans le sens des objectifs de la politique étrangère canadienne ainsi que de la réflexion actuelle de l'ACDI, selon laquelle il ne saurait y avoir de développement durable sans démocratie et respect des droits de la personne. L'ACDI appuie cette évolution. Pour l'exercice 1992-1993, l'ACDI a appuyé des projets de développement bilatéraux d'une valeur totale de 18,5 millions de dollars.

Mai 1993

MALI

PROFIL

<i>Indépendance :</i>	<i>22 septembre 1960 (France)</i>
<i>Capitale :</i>	<i>Bamako</i>
<i>Chef de l'État :</i>	<i>M. Alpha Oumar KONARÉ</i>
<i>Chef du Gouvernement et Premier ministre :</i>	<i>M. Abdoulaye Sékou SOW</i>
<i>Ministre des Relations extérieures :</i>	<i>M. Mohamed Alhousseini TOURÉ</i>
<i>Topographie :</i>	<i>Pays enclavé, grandes plaines et plateaux latéritiques de faible altitude, quelques massifs montagneux</i>
<i>Climat :</i>	<i>Zone désertique au nord, des steppes et savanes au centre et zones plus pluvieuses au sud</i>
<i>Principales cultures :</i>	<i>Fruits et légumes, céréales, mil, maïs, sorgho, riz, coton, thé, canne à sucre, arachide, tabac</i>
<i>Principales ressources :</i>	<i>Or, potentiel minier (uranium, fer, bauxite)</i>
<i>Langues :</i>	<i>Français et bambara (langues officielles), peul et sanghaï</i>
<i>Groupes ethniques :</i>	<i>Bambaras, Fulanis, Peuls, Songhais, Malinkés, Touaregs, Dogons</i>
<i>Religions :</i>	<i>Islam (65%), animisme (30%), christianisme (5%)</i>
<i>Unité monétaire :</i>	<i>Franc CFA = 0,02FF</i>

<i>DONNÉES COMPARATIVES</i>	<i>MALI</i>	<i>CANADA</i>
<i>Superficie</i>	<i>1 241 238 km²</i>	<i>9 976 000 km²</i>
<i>Population (1990)</i>	<i>9,21 millions</i> <i>(44% ont moins de 15 ans)</i>	<i>27,52 millions</i>
<i>Projection pour l'an 2 000</i>	<i>12,69 millions</i>	<i>29 millions</i>
<i>Densité de population (1987)</i>	<i>10,2 hab./km²</i>	<i>2,6 hab./km²</i>
<i>Urbanisation (1990)</i>	<i>22,6%</i>	<i>77,1%</i>
<i>Taux annuel moyen d'accroissement de la population (1990 - BAD)</i>	<i>2,9%</i>	<i>0,6%</i>
<i>Espérance de vie</i>	<i>47</i>	<i>77,4</i>
<i>Mortalité infantile (1990, pour 1 000)</i>	<i>133</i>	<i>6,6</i>
<i>PNB/hab. (1990)</i>	<i>230 \$ US</i>	<i>20 370 \$ US</i>
<i>Croissance annuelle moyenne du PNB (1991 - BAD)</i>	<i>3,8%</i>	<i>0,9% (1992)</i>
<i>Taux annuel moyen d'inflation (1991 - BAD)</i>	<i>2,0%</i>	<i>1,5% (1992)</i>
<i>Dette publique extérieure en pourcentage du PNB (1990 - BAD)</i>	<i>125,4%</i>	<i>32,75%</i>
<i>Service de la dette en pourcentage des recettes d'exportation (1990)</i>	<i>13,7%</i>	<i>21,6%</i>

COMMERCE EXTÉRIEUR*Principales exportations :**Coton, animaux, arachides, karité**Principales importations :**Produits alimentaires et pétroliers,
machinerie et véhicules**Principaux partenaires commerciaux:**France, Côte d'Ivoire, Allemagne, Algérie,
Pays-Bas, Sénégal***COMMERCE AVEC LE CANADA**
*(millions \$)**Exportations canadiennes :**2,9 (1991), 6,4 (1992)
blé, métaux, matériel électronique**Importations canadiennes :**8,0 (1991), 5,8 (1992)
coton et bois**Aide canadienne totale :*
*(nationale et multilatérale)**45,22 (1991-1992)**Mai 1993*

MALI

Son Excellence Alpha Oumar Konaré

Président de la République du Mali

Né le 2 février 1946. Après des études primaires et secondaires au Mali et au Sénégal, il sort de l'École normale secondaire de Katibougou (section lettres) en 1964. Il complète ses études à l'École nationale supérieure (histoire et géographie) et à l'Université de Varsovie, en Pologne, où il soutient en 1975 une thèse de Doctorat de 3ième cycle, avec spécialité en Histoire et Archéologie.

À partir de 1974, il occupe les postes de chargé de recherches à l'Institut des sciences humaines, de Chef de division chargé du Patrimoine historique et ethnographique au ministère de la Culture, de ministre de la Jeunesse, des sports et de la culture (1978). Après sa démission du gouvernement, il se consacre de 1980 à 1989, à la recherche au Centre pédagogique supérieur (connu plus tard sous le nom d'ISFRA). En 1989, il crée un centre de formation pour l'éducation formelle, avec un statut privé.

Il a été président de plusieurs Associations nationales et internationales ainsi que consultant de l'UNESCO, de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). De 1989 à 1992, il est président du Conseil international des Musées (ICOM).

Sur le plan politique, il participe en 1967 à la création d'un mouvement démocratique et il mène un combat politique au sein du journal les Échos, il participe en 1990 à la rédaction de l'Appel au Peuple et de la lettre ouverte au Président de la République.

Il contribue activement à la création du parti politique ADEMA, en mai 1991, dont il est élu président pour avoir été un des acteurs-clefs de la révolution qui mena au renversement de régime de Moussa Traoré. L'ADEMA remporta par la suite plus de 60 p. 100 des postes aux élections municipales et 60 p. 100 des sièges à l'Assemblée nationale, en mars 1992.

Élu Président de la République lors des élections démocratiques multipartistes d'avril 1992, il est assermenté en juin 1992.

MALI

Son Excellence Monsieur Abdoulaye Sékou Sow

Chef du Gouvernement et Premier ministre du Mali

Né en 1931 à Bamako, M. Abdoulaye Sékou Sow fréquente l'école Jean Louis Monod de Médina Coura, puis le lycée Terrasson de Fougères (actuel lycée Askia), avant de monter à Montpellier en France, où il est admis au lycée de la localité.

Du lycée, il passe à la Faculté des lettres et des sciences humaines de Montpellier. Il s'inscrit ensuite à la Faculté de droit et des sciences économiques, toujours à Montpellier, puis à celle de Paris, avant de terminer à l'École normale supérieure de Saint-Cloud.

M. Abdoulaye Sékou Sow est titulaire de nombreux diplômes, notamment une maîtrise en philosophie, une autre en droit, un doctorat d'État en droit public et un certificat d'aptitude à la profession d'avocat.

Il est auteur de plusieurs travaux, études et articles sur l'administration publique, la justice administrative, l'administration et le développement, la nature de l'État et la formation. Il a été directeur de l'Office du tourisme du Mali, directeur de l'École nationale d'administration (ENA) en 1968-1969 et en 1976-1977, conseiller technique au département du développement industriel puis au ministère de l'Énergie et des Mines.

M. Abdoulaye Sékou Sow est fondateur de la revue Études et documents de l'ENA.

MALI

S. E. Mohamed Alhousseyni Touré

Ministre des Relations extérieures du Mali

Né le 11 février 1946 à Niafunké, M. Touré, lors de sa nomination comme ministre, le 9 juin 1992, était ambassadeur du Mali auprès des États-Unis.

Après des études primaires au Mali, il fait des études en Allemagne où il obtient un diplôme d'ingénieur civil à l'École supérieure des transports Friedrich List en 1972.

Il est nommé chef de la division des programmes à la Direction nationale des travaux publics en 1972. D'autres nominations se succèdent, telles que directeur général de la SEMA, directeur de cabinet du ministre des Transports, secrétaire général de la Présidence (1983 à 1987), ministre des Finances, ministre des Transports, puis ambassadeur à Washington.

Il a accompagné le Président Konaré lors de la visite de travail effectuée en octobre 1992 au Canada.

FRANCE

Jacques Toubon

Ministre de la Culture et de la Francophonie

M. Jacques Toubon, 51 ans, adjoint à la mairie de Paris, est membre du Rassemblement pour la République (RPR).

Ancien secrétaire général du RPR (1984 à 1988), député de Paris depuis 1981, M. Toubon est membre du comité central et du bureau politique du mouvement néogaulliste.

Né le 29 juin 1941 à Nice, M. Toubon est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'Études politiques de Lyon. Ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA, qui forme l'élite des fonctionnaires), affecté au ministère de l'Intérieur, il devient directeur du cabinet du préfet des Basses-Pyrénées, de 1965 à 1968.


Chef de cabinet au secrétariat d'État aux Départements et Territoires d'Outre-mer, de 1968 à 1969, il est nommé conseiller technique au Secrétariat d'État chargé des relations avec le Parlement avant de devenir, en 1971, le collaborateur de M. Chirac, alors ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement.

Conseiller technique de M. Chirac en 1972, au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, il devient son chef de cabinet, responsable des affaires politiques à Matignon, siège du Premier ministre, de 1974 à 1976.

Dès la fondation du RPR, en décembre 1976, M. Toubon est délégué national chargé des élections. En 1978, il prend en main la fédération RPR de Paris et, l'année suivante, le secrétariat du groupe RPR à l'Assemblée européenne de Strasbourg. Élu en 1981 député de Paris, il est, deux ans plus tard, élu député et maire du XIII^{ème} arrondissement.

Secrétaire général du RPR de 1984 à 1988, réélu député de Paris en 1986 puis en 1988, président de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République de 1986 à 1987, il est, depuis 1992, délégué général du RPR et préside le Haut-Comité Homme et Société au sein de son parti.



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E

3 5036 20013814 0



DOCS
CA1 EA 93V39 FRE
Visite de l'Honorable Monique
Vezina Ministre des relations
exterieures et du developpement
international et Ministre d'Etat
43267484


60984 81800